

**CLAUSES CONTRACTUELLES TYPES ADOPTEES PAR LA
COMMISSION EUROPEENNE EN 2001
AFIN
D'ENCADRER LES TRANSFERTS ENTRE DEUX
RESPONSABLES DE TRAITEMENT**

VERSION FRANCAISE

3

ENGLISH VERSION

18

VERSION FRANCAISE

CLAUSES CONTRACTUELLES TYPES ENCADRANT LES TRANSFERTS DE
RESPONSABLE DE TRAITEMENT A RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Nom de l'organisation exportant des données:.....

Adresse:

.....

Tél.: **Fax:** **Courrier électronique:**

Autres informations nécessaires pour identifier l'organisation:.....

(ci-après dénommé "l'exportateur de données")

d'une part, et

Nom de l'organisation:

.....

Adresse:

.....

Tél.: **Fax:** **Courrier électronique:**

Autres informations nécessaires pour identifier l'organisation:

.....

(ci-après dénommé "l'importateur de données")

d'autre part,

SONT CONVENUS des clauses contractuelles suivantes (ci-après dénommées "les **clauses**") afin d'offrir des garanties adéquates concernant la protection de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes lors du transfert, par l'exportateur de données vers l'importateur de données, des données à caractère personnel visées dans l'appendice 1.

Clause première

Définitions

Au sens des clauses:

- (a) "**données à caractère personnel**", "**catégories spéciales de données**", "**traiter/traitement**", "**responsable du traitement**", "**sous-traitant**", "**personne concernée**" et "**autorité de contrôle**" ont la même signification que dans la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après dénommée "la **directive**");

- (b) "**l'exportateur de données**", est le responsable du traitement qui transfère les données à caractère personnel;
- (c) "**l'importateur de données**", est le responsable du traitement qui accepte de recevoir les données à caractère personnel de l'exportateur de données pour les traiter ultérieurement conformément aux présentes clauses et qui n'est pas soumis au mécanisme d'un pays tiers assurant une protection adéquate.

Clause 2

Détails du transfert

Les détails du transfert, et en particulier les catégories de données à caractère personnel et les finalités pour lesquelles elles sont transférées, sont spécifiés dans l'appendice 1 qui fait partie intégrante des présentes clauses.

Clause 3

Clause du tiers bénéficiaire

- 1 Les personnes concernées peuvent faire appliquer la présente clause ainsi que la clause 4 (b), (c) et (d), la clause 5 (a), (b), (c), (e), 6 (1), (2), les clauses 7, 9 et 11 en tant que tiers bénéficiaires. Les parties ne s'opposent pas à ce que les personnes concernées soient représentées par une association ou d'autres organismes si elles le souhaitent et si le droit national le permet.

Clause 4

Obligations de l'exportateur de données

L'exportateur de données accepte et garantit ce qui suit:

- (a) le traitement des données à caractère personnel effectué par ses soins, y compris le transfert proprement dit, a été et continuera d'être, jusqu'au moment du transfert, effectué conformément à l'ensemble des dispositions pertinentes de l'État membre où l'exportateur des données est établi (et, le cas échéant a été notifié aux autorités compétentes) et ne viole pas les dispositions pertinentes dudit État;
- (b) si le transfert porte sur des catégories spéciales de données, les personnes concernées ont été informées ou seront informées avant le transfert que leurs données pourraient être transmises à un pays tiers n'offrant pas un niveau de protection adéquat;
- (c) il mettra à la disposition des personnes concernées, si elles le demandent, une copie des présentes clauses telles que convenues et
- (d) il répondra, dans des délais raisonnables et dans la mesure du possible, aux demandes de renseignements de l'autorité de contrôle relatives au traitement des données pertinentes à caractère personnel effectué par l'importateur et à toute

demande de la personne concernée quant au traitement de ses données à caractère personnel par l'importateur.

Clause 5

Obligations de l'importateur de données

L'importateur de données accepte et garantit ce qui suit:

- (a) il n'a aucune raison de croire que la législation le concernant l'empêche de remplir ses obligations prévues par le contrat, et qui en cas de modification de cette législation susceptible d'avoir des conséquences négatives importantes sur les garanties offertes par les clauses, il communiquera le changement à l'exportateur de données et à l'autorité de contrôle où l'exportateur de données est établi, auquel cas, l'exportateur de données a le droit de suspendre le transfert des données et/ou de résilier le contrat;
- (b) il traitera les données à caractère personnel conformément à l'ensemble des principes obligatoires de protection des données figurant dans l'appendice 2;
ou, sous réserve de l'accord exprès des parties, exprimé en cochant ci-dessous, et sous réserve du respect des "principes obligatoires de protection des données" figurant dans l'appendice 3, il traitera à tous autres égards les données conformément:
 - ✓ aux dispositions pertinentes du droit national liés à ces clauses protégeant les libertés et droits fondamentaux des personnes physiques, notamment le droit à la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et s'appliquant à un responsable du traitement dans le pays où l'exportateur de données est établi, ou,
 - ✓ aux dispositions pertinentes prévues de toute décision de la Commission prise conformément à l'article 25, paragraphe 6 de la directive 95/46/CE constatant qu'un pays tiers assure un niveau de protection adéquat dans certains secteurs d'activité uniquement, à condition que l'importateur de données soit établi dans ce pays tiers et ne soit pas soumis à ces dispositions, pour autant que lesdites dispositions soient de nature à pouvoir être appliquées au secteur du transfert.
- (c) il traitera de manière appropriée et en temps opportun toutes les demandes de renseignements raisonnables émanant de l'exportateur de données ou des personnes concernées et relatives au traitement effectué par ses soins des données à caractère personnel qui font l'objet du transfert et il coopérera avec l'autorité de contrôle compétente lors de toutes les demandes de renseignements de cette dernière et se rangera à l'avis de cette même autorité en ce qui concerne le traitement des données transférées;
- (d) à la demande de l'exportateur de données, il soumettra ses moyens de traitement de données à une vérification qui sera effectuée par l'exportateur de données ou un organe de contrôle composé de membres indépendants possédant les qualifications

professionnelles requises, choisi par l'exportateur de données et le cas échéant avec l'accord de l'autorité de contrôle;

- (e) il mettra à la disposition des personnes concernées, si elles le demandent, une copie des présentes clauses telles que convenues, et il signalera le bureau qui traite les plaintes.

Clause 6

Responsabilité

1. Les parties conviennent que les personnes concernées ayant subi un dommage du fait d'une violation des dispositions visées à la clause 3 ont le droit d'obtenir des parties réparation du préjudice subi. Les parties conviennent qu'elles ne peuvent être exonérées de cette responsabilité que si elles prouvent que l'action incompatible avec les obligations prévues par les présentes clauses n'est imputable à aucune d'entre elles.
2. L'exportateur de données et l'importateur de données conviennent d'être solidairement responsables des dommages subis par les personnes concernées résultant d'une violation visée au paragraphe 1. En cas d'une telle violation, la personne concernée peut poursuivre en justice l'exportateur de données, l'importateur de données ou les deux à la fois.
3. Les parties conviennent que si l'une d'entre elles est tenue responsable d'une violation visée au paragraphe 1 commise par l'autre partie, la seconde partie dédommagera, dans la mesure où elle est responsable, la première partie de tout coût, charge, dommage, dépense ou perte encourue par la première partie*.

* Le paragraphe 3 est optionnel

Clause 7

Médiation et juridiction

1. Les parties conviennent que dans le cas d'un litige entre une personne concernée et l'une ou l'autre des parties qui n'est pas résolu à l'amiable et pour lequel la personne concernée invoque la disposition du tiers bénéficiaire visée à la clause 3, elles acceptent la décision de la personne concernée:
 - (a) de soumettre le litige à la médiation d'une personne indépendante ou, le cas échéant, de l'autorité de contrôle;

- (b) de porter le litige devant les tribunaux de l'État membre où l'exportateur de données est établi;
2. Les parties conviennent que d'un commun accord entre une personne concernée et la partie en question, un litige peut être porté devant un organe d'arbitrage si cette partie est établie dans un pays qui a ratifié la convention de New York sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales.
3. Les parties conviennent que les paragraphes 1 et 2 s'appliquent sans préjudice du droit procédural ou matériel de la personne concernée d'obtenir réparation conformément à d'autres dispositions du droit national ou international.

Clause 8

Coopération avec les autorités de contrôle

Les parties conviennent de déposer une copie du présent contrat auprès de l'autorité de contrôle si un tel dépôt est prévu par le droit national.

Clause 9

Résiliation des clauses

Les parties conviennent que la résiliation des présentes clauses à quelque moment, dans quelque circonstance et pour quelque raison que ce soit ne les exonère pas des obligations et/ou conditions prévues par les présentes clauses à l'égard du traitement des données transférées.

Clause 10

Droit applicable

Les clauses sont régies par le droit de l'État membre dans lequel l'exportateur de données est établi à savoir.....

Clause 11

Modification du contrat

Les parties s'engagent à ne pas modifier les termes des présentes clauses.

Au nom de l'exportateur de données:

Nom (écrit en toutes lettres):

.....

Fonction:

Adresse:

Autres informations nécessaires pour que le contrat soit un acte contraignant (le cas échéant):

.....

Signature:

(sceau de l'organisation)

Au nom de l'importateur de données:

Nom (écrit en toutes lettres):

Fonction:

Adresse:

Autres informations nécessaires pour valider le contrat en tant qu'acte contraignant (le cas échéant):

.....

Signature:

(sceau de l'organisation)

Appendice 1

Le présent appendice fait partie des clauses et doit être complété et signé par les parties

(* Les Etats membres peuvent apporter ou préciser, selon leurs procédures nationales, toute information supplémentaire nécessaire qui doit être contenue dans le présent appendice)

Exportateur de données

L'exportateur de données est (*veuillez préciser brièvement vos activités qui présentent un intérêt pour le transfert*):

.....
.....
.....

Importateur de données

L'importateur de données est (*veuillez préciser brièvement vos activités qui présentent un intérêt pour le transfert*):

.....
.....
.....

Personnes concernées

Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de personnes concernées (*veuillez préciser*):

.....
.....
.....

Finalités du transfert

Le transfert est nécessaire pour les finalités suivantes (*veuillez préciser*):

.....
.....
.....

Catégories de données

Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données (veuillez préciser):

.....
.....
.....

Données sensibles (le cas échéant)

Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données sensibles (veuillez préciser):

.....
.....
.....

Destinataires

Les données à caractère personnel transférées ne peuvent être divulguées qu'auprès des destinataires suivants ou des catégories suivantes de destinataires (veuillez préciser):

.....
.....
.....

Limite de conservation

Les données à caractère personnel transférées ne peuvent pas être conservées plus de (veuillez indiquer la durée): (mois/années)

EXPORTATEUR DE DONNEES	IMPORTATEUR DE DONNEES
Nom:
Signature autorisée:

APPENDICE 2 aux clauses contractuelles types

Principes obligatoires de protection des données visés au paragraphe 1 de la clause 5 (b)

Les présents principes doivent être lus et interprétés à la lumière des dispositions (principes et exceptions pertinentes) de la directive 95/46/CE¹.

Ils s'appliquent sous réserve des exigences impératives de la législation nationale applicables à l'importateur de données qui ne vont pas au delà de ce qui est nécessaire dans une société démocratique sur la base de l'un des intérêts énumérés à l'article 13, paragraphe 1, de la directive 95/46/CE, c'est-à-dire, si elles constituent une mesure nécessaire pour sauvegarder la sécurité de l'Etat, la défense, la sécurité publique, la prévention, la recherche, la détection et la poursuite d'infractions pénales ou de manquements à la déontologie dans le cas de professions réglementées, un intérêt économique ou financier d'un Etat ou la protection de la personne concernée ou des droits et libertés d'autrui.

1) **Limitation des transferts à une finalité spécifique**

Les données ne doivent être traitées et utilisées ou communiquées ultérieurement que pour les finalités spécifiques indiquées dans l'appendice 1 aux présentes clauses. Elles ne doivent pas être conservées plus longtemps que nécessaire aux fins pour lesquelles elles sont transférées.

2) **Qualité et proportionnalité des données**

Les données doivent être exactes et, au besoin, actualisées. Elles doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités auxquelles obéit leur transfert ou leur traitement ultérieur.

3) **Transparence**

Les personnes concernées doivent recevoir des informations sur les finalités du traitement et sur l'identité du responsable de ce traitement dans le pays tiers ainsi que d'autres informations, dans la mesure où elles sont nécessaires pour assurer un traitement loyal, à moins que ces informations aient déjà été fournies par l'exportateur de données.

4) **Sécurité et confidentialité**

Le responsable du traitement doit prendre des mesures de sécurité, sur le plan technique et au niveau de l'organisation, qui soient appropriées au regard des risques présentés par le traitement, comme l'accès non autorisé. Toute personne agissant sous l'autorité du responsable du traitement, y compris un sous-traitant, ne doit traiter les données que sur instructions du responsable.

¹ Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24.10.1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Journal officiel des Communautés européennes, L 281 du 23.11.1995, p. 31.

5) **Droits d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition**

Comme le prévoit l'article 12 de la directive 95/46/CE, la personne concernée doit avoir le droit d'accéder à toutes les données traitées qui la concernent et le cas échéant, d'obtenir leur rectification, leur effacement ou leur verrouillage lorsqu'il apparaît que leur traitement ne respecte pas les principes fixés dans le présent appendice, notamment parce que ces données sont incomplètes ou inexactes. Elle doit également être en mesure de s'opposer au traitement des données la concernant pour des raisons impérieuses et légitimes concernant sa situation personnelle.

6) **Restrictions aux transferts ultérieurs**

Les transferts ultérieurs de données à caractère personnel effectués par l'importateur de données vers un autre responsable du traitement établi dans un pays tiers n'offrant pas un niveau de protection adéquat ou non couverts par une décision de la Commission adoptée conformément à l'article 25, paragraphe 6, de la directive 95/46/CE ne peuvent être autorisés que si:

- a) les personnes concernées ont, dans le cas de catégories spéciales de données, indubitablement accepté le transfert ultérieur ou, dans les autres cas, la possibilité de s'y opposer.

Les informations minimales à fournir aux personnes concernées doivent contenir dans un langage qui leur soit compréhensible:

- l'objectif du transfert ultérieur,
- l'identification de l'exportateur de données établi dans la Communauté,
- les catégories des destinataires ultérieurs des données et les pays de destination, et
- une remarque expliquant qu'après le transfert ultérieur, les données peuvent être traitées par un responsable du traitement établi dans un pays qui ne présente pas un niveau approprié de protection de la vie privée des personnes,

ou

- b) l'exportateur de données et l'importateur de données acceptent les clauses d'un autre responsable du traitement qui devient alors partie aux clauses et souscrit aux mêmes obligations que l'importateur de données.

7) **Catégories particulières de données**

Lorsque des données qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, l'appartenance syndicale, les données relatives à la santé et à la vie sexuelle et des données relatives aux infractions, aux condamnations pénales ou aux mesures de sûreté sont traitées, des mesures de protection supplémentaires doivent être prévues au sens de la directive 95/46/CE, notamment des mesures de sécurité appropriées telles que procéder à un cryptage approfondi pour la transmission ou répertorier l'accès aux données sensibles.

8) **Marketing direct**

Lorsque des données sont traitées à des fins de marketing direct, des procédures efficaces doivent exister, permettant à la personne concernée de "s'opposer" à ce que les données la concernant soient, à un moment ou à un autre, utilisées à une telle fin.

9) **Décisions individuelles automatisées**

Les personnes concernées ont le droit de ne pas être soumises à une décision prise uniquement sur la base du traitement automatisé de données, à moins que d'autres mesures ne soient prises pour sauvegarder les intérêts légitimes de la personne comme le prévoit l'article 15, paragraphe 2, de la directive 95/46/CE. Lorsque la finalité du transfert est la prise d'une décision automatisée, au sens de l'article 15 de la directive 95/46/CE qui produit des effets juridiques à l'égard de la personne ou qui affecte de manière significative, et qui est prise sur le seul fondement d'un traitement automatisé de données destiné à évaluer certains aspects de sa personnalité, tels que son rendement professionnel, son crédit, sa fiabilité, son comportement, etc, la personne doit avoir le droit de connaître la logique qui sous-tend cette décision.

APPENDICE 3 aux clauses contractuelles types

Principes obligatoires de protection des données visés au paragraphe 2 de la clause 5 (b)

1) **Limitation des transferts à une finalité spécifique**

Les données ne doivent être traitées et utilisées ou communiquées ultérieurement que pour les finalités spécifiques indiquées dans l'appendice 1 aux présentes clauses. Elles ne doivent pas être conservées plus longtemps que nécessaire aux fins pour lesquelles elles sont transférées.

2) **Droits d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition**

Comme le prévoit l'article 12 de la directive 95/46/CE, la personne concernée doit avoir le droit d'accéder à toutes les données traitées qui la concernent et le cas échéant, d'obtenir leur rectification, leur effacement ou leur verrouillage lorsqu'il apparaît que leur traitement ne respecte pas les principes fixés dans le présent appendice parce que les données sont incomplètes ou inexactes. Elle doit également être en mesure de s'opposer au traitement des données la concernant pour des raisons impérieuses et légitimes concernant sa situation personnelle.

3) **Restrictions aux transferts ultérieurs**

Les transferts ultérieurs de données à caractère personnel effectués par l'importateur de données vers un autre responsable du traitement établi dans un pays tiers n'offrant pas un niveau de protection adéquat ou non couverts par une décision de la Commission adoptée conformément à l'article 25, paragraphe 6, de la directive 95/46/CE ne peuvent être autorisés que si:

a) les personnes concernées ont dans le cas de catégories spéciales de données indubitablement accepté le transfert ultérieur ou, dans les autres cas, la possibilité de s'y opposer.

Les informations minimales à fournir aux personnes concernées doivent contenir dans un langage qui leur soit compréhensible:

- l'objectif du transfert ultérieur,
- l'identification de l'exportateur de données établi dans la Communauté,
- les catégories des destinataires ultérieurs des données et les pays de destination, et
- une remarque expliquant qu'après le transfert ultérieur, les données peuvent être traitées par un responsable du traitement établi dans un pays qui ne présente pas un niveau approprié de protection de la vie privée des personnes,

ou

b) l'exportateur de données et l'importateur de données acceptent les clauses d'un autre responsable du traitement qui devient alors partie aux clauses et souscrit aux mêmes obligations que l'importateur de données.

ENGLISH VERSION

STANDARD CONTRACTUAL CLAUSES FOR TRANSFERS BETWEEN TWO
DATA CONTROLLERS

Name of the data exporting organisation:

.....

Address.....

.....

Tel:.....; **fax:**..... **e-mail:**

Other information needed to identify the organisation.....

.....

(“the Data Exporter”)

and

Name of the data importing organisation:.....

.

Address.....

.....

tel:.....; **fax:**.....; **e-mail:**

Other information needed to identify the organisation :

(“the Data Importer”)

HAVE AGREED on the following contractual clauses (‘the **Clauses**’) in order to adduce adequate safeguards with respect to the protection of privacy and fundamental rights and freedoms of individuals for the transfer by the Data Exporter to the Data Importer of the personal data specified in Appendix 1.

Clause 1

Definitions

For the purposes of the Clauses:

- (a) "**personal data**", "**special categories of data**", "**process/processing**", "**controller**", "**processor**", "**Data Subject**" and "**Supervisory Authority**" shall have the same meaning as in Directive 95/46/EC of 24 October 1995 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data ("the Directive");
- (b) "the **Data Exporter**" shall mean the Controller who transfers the Personal Data;
- (c) "the **Data Importer**" shall mean the Controller who agrees to receive from the Data Exporter personal data for further processing in accordance with the terms of these Clauses and who is not subject to a third country's system ensuring adequate protection.

Clause 2

Details of the Transfer

The details of the transfer, and in particular the categories of personal data and the purposes for which they are transferred, are specified in Appendix 1 which forms an integral part of the Clauses.

Clause 3

Third-party beneficiary clause

The Data Subjects can enforce this Clause, Clause 4 (b), (c) and (d), Clause 5 (a), (b), (c) and (e), Clause 6 (1) and (2), and Clauses 7, 9 and 11 as third-party beneficiaries. The parties do not object to the Data Subjects being represented by an association or other bodies if they so wish and if permitted by national law.

Clause 4

Obligations of the Data Exporter

The Data Exporter agrees and warrants:

- (a) that the processing, including the transfer itself, of the personal data by him has been and, up to the moment of the transfer, will continue to be carried out in accordance with all the relevant provisions of the Member State in which the Data Exporter is established (and where applicable has been notified to the relevant Authorities of that State) and does not violate the relevant provisions of that State;
- (b) that if the transfer involves special categories of Data the Data Subject has been informed or will be informed before the transfer that his data could be transmitted to a third country not providing adequate protection;

- (c) to make available to the Data Subjects upon request a copy of the Clauses; and
- (d) to respond in a reasonable time and to the extent reasonably possible to enquiries from the Supervisory Authority on the processing of the relevant Personal Data by the Data Importer and to any enquiries from the Data Subject concerning the processing of his Personal Data by the Data Importer.

Clause 5

Obligations of the Data Importer

The Data Importer agrees and warrants:

- (a) that he has no reason to believe that the legislation applicable to him prevents him from fulfilling his obligations under the contract and that in the event of a change in that legislation which is likely to have a substantial adverse effect on the guarantees provided by the Clauses, he will notify the change to the Data Exporter and to the Supervisory Authority where the Data Exporter is established, in which case the Data Exporter is entitled to suspend the transfer of data and/or terminate the contract;
- (b) to process the Personal Data in accordance with the Mandatory Data Protection Principles set out in Appendix 2;
or, if explicitly agreed by the parties by ticking below and subject to compliance with the Mandatory Data Protection Principles set out in Appendix 3, to process in all other respects the data in accordance with:
 - ✓ he relevant provisions of national law (attached to these Clauses) protecting the fundamental rights and freedoms of natural persons, and in particular their right to privacy with respect to the processing of personal data applicable to a Data Controller in the country in which the Data Exporter is established, or,
 - ✓ the relevant provisions of any Commission decision under Article 25(6) of Directive 95/46/EC finding that a third country provides adequate protection in certain sectors of activity only, if the Data Importer is based in that third country and is not covered by those provisions, in so far those provisions are of a nature which makes them applicable in the sector of the transfer;
- (c) to deal promptly and properly with all reasonable inquiries from the Data Exporter or the Data Subject relating to his processing of the Personal Data subject to the transfer and to cooperate with the competent Supervisory Authority in the course of all its inquiries and abide by the advice of the Supervisory Authority with regard to the processing of the data transferred;

- (d) at the request of the Data Exporter to submit its data processing facilities for audit which shall be carried out by the Data Exporter or an inspection body composed of independent members and in possession of the required professional qualifications, selected by the Data Exporter, where applicable, in agreement with the Supervisory Authority;
- (e) to make available to the Data Subject upon request a copy of the Clauses and indicate the office which handles complaints.

Clause 6

Liability

1. The Parties agree that a Data Subject who has suffered damage as a result of any violation of the provisions referred to in Clause 3 is entitled to receive compensation from the parties for the damage suffered. The Parties agree that they may be exempted from this liability only if they prove that neither of them is responsible for the violation of those provisions.
2. The Data Exporter and the Data Importer agree that they will be jointly and severally liable for damage to the Data Subject resulting from any violation referred to in paragraph 1. In the event of such a violation, the Data Subject may bring an action before a court against either the Data Exporter or the Data Importer or both.
3. The parties agree that if one party is held liable for a violation referred to in paragraph 1 by the other party, the latter will, to the extent to which it is liable, indemnify the first party for any cost, charge, damages, expenses or loss it has incurred*.

[* paragraph 3 is optional]

Clause 7

Mediation and Jurisdiction

1. The parties agree that if there is a dispute between a Data Subject and either party which is not amicably resolved and the Data Subject invokes the third-party beneficiary provision in Clause 3, they accept the decision of the Data Subject:
 - (a) to refer the dispute to mediation by an independent person or, where applicable, by the Supervisory Authority;
 - (b) to refer the dispute to the courts in the Member State in which the Data Exporter is established.
2. The Parties agree that by agreement between a Data Subject and the relevant party a dispute can be referred to an arbitration body, if that party is established in a country which has ratified the New York Convention on enforcement of arbitration awards.
3. The parties agree that paragraphs 1 and 2 apply without prejudice to the Data Subject's substantive or procedural rights to seek remedies in accordance with other provisions of national or international law.

Clause 8

Cooperation with Supervisory Authorities

The parties agree to deposit a copy of this contract with the Supervisory Authority if it so requests or if such deposit is required under national law.

Clause 9

Termination of the Clauses

The parties agree that the termination of the Clauses at any time, in any circumstances and for whatever reason does not exempt them from the obligations and/or conditions under the Clauses as regards the processing of the data transferred.

Clause 10

Governing Law

The Clauses shall be governed by the law of the Member State in which the Data Exporter is established, namely

Clause 11

Variation of the contract

The parties undertake not to vary or modify the terms of the Clauses.

On behalf of the Data Exporter:

Name (written out in full):.....

Position:.....

Address:.....

Other information necessary in order for the contract to be binding

(if any):.....

Signature.....

(stamp of organisation)

On behalf of the Data Importer:

Name (written out in full):.....

Position:.....

Address:.....

Other information necessary in order for the contract to be binding

(if any):.....

Signature.....

(stamp of organisation)

APPENDIX 1 to the Standard Contractual Clauses

This Appendix forms part of the Clauses and must be completed and signed by the parties

(*The Member States may complete or specify, according to their national procedures, any additional necessary information to be contained in this Appendix)

Data Exporter

The Data Exporter is *(please specify briefly your activities relevant to the transfer)*:

.....
.....
.....

Data Importer

The Data Importer is *(please specify briefly your activities relevant to the transfer)*:

.....
.....
.....

Data Subjects

The personal data transferred concern the following categories of Data Subjects *(please specify)*:

.....
.....
.....

Purposes of the transfer

The transfer is necessary for the following purposes *(please specify)*:

.....
.....
.....

Categories of data

The personal data transferred fall within the following categories of data *(please specify)*:

.....
.....
.....

Sensitive Data (if appropriate)

The personal data transferred fall within the following categories of sensitive data (please specify):

.....
.....
.....

Recipients

The personal data transferred may be disclosed only to the following recipients or categories of recipients (please specify):

.....
.....
.....

Storage limit

The personal data transferred may be stored for no more than (please indicate):.....(months/years)

DATA EXPORTER

DATA IMPORTER

Name:.....

.....

Authorised

Signature.....

.....

APPENDIX 2 to the Standard Contractual Clauses

Mandatory Data Protection Principles referred to in the first paragraph of Clause 5(b).

These data protection principles should be read and interpreted in the light of the provisions (principles and relevant exceptions) of Directive 95/46/EC¹.

They shall apply subject to the mandatory requirements of the national legislation applicable to the Data Importer which do not go beyond what is necessary in a democratic society on the basis of one of the interests listed in Article 13(1) of Directive 95/46/EC, that is, if they constitute a necessary measure to safeguard national security, defence, public security, the prevention, investigation, detection and prosecution of criminal offences or of breaches of ethics for the regulated professions, an important economic or financial interest of the State or the protection of the Data Subject or the rights and freedoms of others.

(1) Purpose limitation

Data must be processed and subsequently used or further communicated only for the specific purposes in Appendix 1 to the Clauses. Data must not be kept longer than necessary for the purposes for which they are transferred.

(2) Data quality and proportionality

Data must be accurate and, where necessary, kept up to date. The data must be adequate, relevant and not excessive in relation to the purposes for which they are transferred and further processed.

(3) Transparency

Data Subjects must be provided with information as to the purposes of the processing and the identity of the data controller in the third country, and other information insofar as this is necessary to ensure fair processing, unless such information has already been given by the Data Exporter.

(4) Security and confidentiality

Technical and organisational security measures must be taken by the data controller that are appropriate to the risks, such as unauthorised access, presented by the processing. Any person acting under the authority of the data controller, including a processor, must not process the data except on instructions from the controller.

(5) Rights of access, rectification, erasure and blocking of data

As provided for in Article 12 of Directive 95/46/EC, the Data Subject must have a right of access to all data relating to him that are processed and, as appropriate, the right to the rectification, erasure or blocking of data the processing of which does not comply with the principles set out in this Appendix, in particular because the data are incomplete or

¹ Directive 95/46/EC of the European Parliament and of the Council of 24 of October 1995 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data, *Official Journal of the European Communities*, L 281, 23.11.1995, p. 31.

inaccurate. He should also be able to object to the processing of the data relating to him on compelling legitimate grounds relating to his particular situation.

(6) Restrictions on onward transfers

Further transfers of personal data from the Data Importer to another controller established in a third country not providing adequate protection or not covered by a Decision adopted by the Commission pursuant to Article 25(6) of Directive 95/46/EC (onward transfer) may take place only if either:

- (a) Data Subjects have, in the case of special categories of data, given their unambiguous consent to the onward transfer or, in other cases, have been given the opportunity to object.

The minimum information to be provided to Data Subjects must contain in a language understandable to them:

- the purposes of the onward transfer,
- the identification of the Data Exporter established in the Community,
- the categories of further recipients of the data and the countries of destination, and
- an explanation that, after the onward transfer, the data may be processed by a controller established in a country where there is not an adequate level of protection of the privacy of individuals;

or

- (b) the Data Exporter and the Data Importer agree to the adherence to the Clauses of another controller which thereby becomes a party to the Clauses and assumes the same obligations as the Data Importer.

(7) Special categories of data

Where data revealing racial or ethnic origin, political opinions, religious or philosophical beliefs or trade union memberships and data concerning health or sex life and data relating to offences, criminal convictions or security measures are processed, additional safeguards should be in place within the meaning of Directive 95/46/EC, in particular, appropriate security measures such as strong encryption for transmission or such as keeping a record of access to sensitive data.

(8) Direct marketing

Where data are processed for the purposes of direct marketing, effective procedures should exist allowing the Data Subject at any time to 'opt-out' from having his data used for such purposes.

(9) **Automated individual decisions**

Data Subjects are entitled not to be subject to a decision which is based solely on automated processing of data, unless other measures are taken to safeguard the individual's legitimate interests as provided for in Article 15(2) of Directive 95/46/EC. Where the purpose of the transfer is the taking of an automated decision as referred to in Article 15 of Directive 95/46/EC, which produces legal effects concerning the individual or significantly affects him and which is based solely on automated processing of data intended to evaluate certain personal aspects relating to him, such as his performance at work, creditworthiness, reliability, conduct, etc., the individual should have the right to know the reasoning for this Decision.

APPENDIX 3 to the Standard Contractual Clauses

Mandatory Data Protection Principles referred to in the second paragraph of Clause 5(b).

(1) **Purpose limitation**

Data must be processed and subsequently used or further communicated only for the specific purposes in Appendix 1 to the Clauses. Data must not be kept longer than necessary for the purposes for which they are transferred.

(2) **Rights of access, rectification, erasure and blocking of data**

As provided for in Article 12 of Directive 95/46/EC, the Data Subject must have a right of access to all data relating to him that are processed and, as appropriate, the right to the rectification, erasure or blocking of data the processing of which does not comply with the principles set out in this Appendix, in particular because the data is incomplete or inaccurate. He should also be able to object to the processing of the data relating to him on compelling legitimate grounds relating to his particular situation.

(3) **Restrictions on onward transfers**

Further transfers of personal data from the Data Importer to another controller established in a third country not providing adequate protection or not covered by a Decision adopted by the Commission pursuant to Article 25(6) of Directive 95/46/EC (onward transfer) may take place only if either:

(a) Data Subjects have, in the case of if special categories of data, given their unambiguous consent to the onward transfer, or, in other cases, have been given the opportunity to object.

The minimum information to be provided to Data Subjects must contain in a language understandable to them:

- the purposes of the onward transfer,
- the identification of the Data Exporter established in the Community,
- the categories of further recipients of the data and the countries of destination, and,
- an explanation that, after the onward transfer, the data may be processed by a controller established in a country where there is not an adequate level of protection of the privacy of individuals;

or

(b) the Data Exporter and the Data Importer agree to the adherence to the Clauses of another controller which thereby becomes a party to the Clauses and assumes the same obligations as the Data Importer.